

*Ce document est ouvert pour contributions jusqu'au 30 août.*

Merci d'apporter vos commentaires en renvoyant une copie Word ou PDF annotée à : [climate@regions4.org](mailto:climate@regions4.org) et [mcran@regions4.org](mailto:mcran@regions4.org)

---

## **DÉCLARATION de Rabat-Salé-Kénitra des gouvernements régionaux en vue de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP27)**

*Projet pour contributions*

### **Les régions pour un avenir résilient : une action transformatrice pour la planète, les peuples et la prospérité**

Nous, gouvernements infranationaux, nous sommes réunis dans cette déclaration commune autour de la communauté des membres et partenaires de Regions4, afin de partager nos recommandations et engagements clés pour un avenir résilient.

Cette déclaration sera présentée sous forme de projet pour consultation lors de l'Assemblée Générale de Regions4 les 15 et 16 juin à Rabat et sera ouverte aux commentaires jusqu'au 30 août 2022. Elle sera ensuite ouverte à la signature pour être approuvée par tous les gouvernements régionaux et leurs réseaux d'ici le 30 octobre 2022, puis présentée à la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP27) qui se tiendra en Égypte, à Sharm-El-Sheikh, du 7 au 18 novembre 2022.

### **NOUS RECONNAISSONS QUE**

Un changement transformationnel est nécessaire pour atteindre les Objectifs de Développement Durable, notamment une réorganisation fondamentale et systémique qui doit placer l'environnement au cœur des agendas des Nations unies, non seulement pour prévenir les futures pandémies mondiales, mais aussi pour assurer une récupération verte. La volonté d'intensifier de manière urgente et ambitieuse les efforts de la communauté internationale pour surmonter les défis environnementaux communs de manière équilibrée et intégrée nécessite l'engagement de toutes les parties prenantes, y compris de tous les niveaux de gouvernement.

Dans le contexte de l'agenda mondial, des Objectifs de Développement Durable, des engagements de RIO+30 et de Stockhom+50, il est particulièrement important de connecter le climat et la biodiversité, en ce moment où les dirigeants mondiaux se préparent à agir.

La justice climatique, la paix et la garantie de voies de résilience durables pour s'éloigner d'économies dépendantes du carbone sont essentielles, en particulier compte tenu du conflit en cours en Ukraine et d'autres pressions géopolitiques. Le changement climatique reste une priorité et une urgence, et il est essentiel d'agir pour atténuer et s'adapter afin d'éviter de nouvelles crises.

Le rapport 2022 du GIEC sur les impacts, l'adaptation et la vulnérabilité souligne la nécessité d'une gouvernance efficace à plusieurs niveaux, d'un alignement des politiques et des incitations, d'un renforcement de la capacité d'adaptation des gouvernements et des communautés locales et régionales, soutenu par un financement et un développement institutionnel adéquats.

Il souligne également que l'augmentation des phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes a entraîné des effets irréversibles - les systèmes naturels et humains étant poussés au-delà de leur capacité d'adaptation - ce qui met en évidence l'importance de reconnaître l'agenda des pertes et dommages, en particulier pour les régions vulnérables.

Nous, gouvernements régionaux, reconnaissons notre rôle clé dans la réponse à la crise climatique et à la perte de biodiversité, ainsi que la nécessité d'une action urgente en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, en vue d'un monde plus durable, équitable et sain pour tous.

Le Pacte de Glasgow pour le climat souligne clairement dans son préambule le "besoin urgent d'une action coopérative à plusieurs niveaux". Les gouvernements régionaux jouent un rôle clé dans l'élaboration d'approches territoriales appropriées pour la mise en œuvre de l'accord de Paris et d'autres accords environnementaux, démontrant ainsi que l'action à plusieurs niveaux fonctionne. En effet, les gouvernements régionaux sont les premiers à être affectés par le changement climatique, et sont devenus les meneurs naturels de certaines des transformations nécessaires, notamment en raison de leur lien direct avec leurs citoyens et de leur capacité à mobiliser et à s'engager avec tous les acteurs locaux.

Les gouvernements régionaux mènent des actions d'adaptation, notamment en termes d'engagement et d'éducation des communautés, de réponse aux inondations, d'intégration des questions liées au changement climatique dans les documents et stratégies de planification territoriale à long terme, de gestion de crise, y compris les systèmes d'alerte précoce et d'évacuation, et de surveillance des risques en temps réel. Ils ont également mené des approches basées sur les écosystèmes qui renforcent la capacité d'adaptation, réduisent les émissions de carbone et agissent comme des tampons naturels contre les catastrophes. Ces approches pourraient être reproduites dans le monde entier.

La recherche de solutions à la crise du climat et de la biodiversité, et l'adaptation à ses effets, nécessitent le développement d'une vision globale et intégrée de la résilience qui comble le fossé et crée des connexions entre les différents agendas (Objectifs de Développement Durable, Changement Climatique, Convention sur la diversité biologique, Cadre de Sendai, RIO+30, Stockholm+50) pour développer des solutions intersectorielles et multipartites.

La COP27 de la CCNUCC sera un moment décisif pour partager une vision intégrée de la résilience et façonner les orientations d'un Objectif Global sur l'Adaptation, tel que prévu dans l'accord de Paris, qui sera défini dans le cadre du programme de travail de Glasgow Sharm-El-Sheik, lancé lors de la COP26. Accueillie par l'Égypte, cette COP sera également un moment important pour souligner les besoins et le soutien requis par les régions en développement, telles que les gouvernements régionaux africains, pour la transition et l'adaptation au changement climatique.

## **NOUS DEMANDONS**

Nous, gouvernements infranationaux, en étroite collaboration avec le Partenariat de Marrakech, à travers les campagnes Race to Zero et Race to Resilience, et avec la Constituante des gouvernements locaux et autorités municipales (LGMA), demandons et attendons de la COP27 et des parties à la convention qu'elles mettent en œuvre un programme ambitieux d'atténuation et d'adaptation qui vise à :

➤ **Atteindre zéro émission nette**

- En demandant aux parties de rester politiquement engagés en faveur de la transition vers un taux de carbone de 1,5 degré, et de s'orienter vers des énergies propres et/ou renouvelables et de ne pas retomber dans les sources d'énergie fossiles à forte teneur en carbone.
- En demandant aux parties de publier des Contributions déterminées au niveau national (CDN) renforcées qui s'engagent à réduire les émissions nécessaires pour atteindre les objectifs de température mondiale de l'Accord de Paris, avec des politiques de soutien et des voies de réalisation.

➤ **Mettre en œuvre l'adaptation et la résilience**

- En appelant les parties et le secrétariat de la CCNUCC à renforcer l'inclusion des gouvernements régionaux dans les processus de prise de décision, de mise en œuvre et de suivi en tant que parties prenantes gouvernementales clés ayant des objectifs spécifiques, fiables et ambitieux et des résultats de longue date dans le domaine du développement durable et de la résilience climatique.
- En appelant les parties à assurer des mécanismes de coordination à plusieurs niveaux aux niveaux international et national, afin d'influencer la conception, la coordination et la mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation (PNA), des contributions déterminées au niveau national et la mise en œuvre des engagements financiers d'adaptation de la COP26.
- En traduisant ces plans et engagements au niveau local et régional par des plans territoriaux intégrés de résilience, reconnus et soutenus par les gouvernements nationaux.
- En permettant une coopération et une intégration plus fortes entre les niveaux local/régional, national et mondial dans le domaine de l'accès aux données. Un soutien national aux gouvernements régionaux est nécessaire pour accéder systématiquement aux données afin de contribuer à l'élaboration de politiques locales et régionales fondées sur les données et la science.

➤ **Contribuer à l'Objectif mondial en matière d'adaptation et au Bilan climatique mondial (Global Stocktake)**

- En permettant aux gouvernements régionaux d'être impliqués et inclus dans l'élaboration des orientations de l'Objectif mondial en matière d'adaptation, en demandant la création d'un cadre commun d'analyse pour déterminer si les politiques d'adaptation sont efficaces, ainsi que des recherches, des méthodes et des meilleures pratiques pouvant être appliquées aux niveaux national et décentralisé des gouvernements.
- En veillant à ce que les gouvernements régionaux soient impliqués dans le programme de travail de Glasgow-Sharm-El-Sheikh, par une reconnaissance plus formelle du rôle important qu'ils jouent en tant que partenaires clés dans la lutte contre le changement climatique.
- En demandant aux parties d'inclure formellement les contributions régionales et locales à l'adaptation pour compléter les PNA et les CDN et pour que les rapports sur les PNA et les CDN comprennent une section sur les engagements, les actions et les réalisations en matière d'adaptation au climat entrepris par les gouvernements infranationaux et les autres parties prenantes.

➤ **Mobiliser des fonds pour l'adaptation et la résilience**

- Exigeant des parties et des institutions de financement du climat qu'elles fournissent des objectifs et des plans crédibles pour déployer des capitaux vers les pays en développement et accéder directement au niveau régional et local, par le biais de fonds ou d'allocations climatiques infranationaux.
- Appelant les parties et les institutions de financement du climat à renforcer et à permettre des mécanismes plus transparents et connectés et/ou dédiés qui permettent aux gouvernements régionaux d'accéder directement aux opportunités de financement international du climat au niveau décentralisé, en particulier pour les régions africaines.

➤ **Mettre en relation les agendas vers la résilience**

- Appelant à une plus grande cohérence, coordination et coopération en matière de gouvernance et de droit de l'environnement, de justice climatique et à une plus grande localisation des agendas mondiaux de développement, en assurant des connexions entre l'Agenda 2030, l'Accord de Paris, le Nouvel Agenda Urbain, le Cadre mondial pour la biodiversité post-2020 et le Cadre de Sendai.
- Appelant les parties à contribuer de manière significative à l'augmentation de l'importance des efforts d'adaptation par le biais de solutions fondées sur la nature (par exemple, les ressources et la gestion de l'eau ; la sylviculture, les zones protégées et la biodiversité ; l'agriculture et l'élevage), car elles soutiennent la résilience des écosystèmes, notamment en prévenant l'érosion des sols et les émissions de gaz à effet de serre, tout en aidant à réduire les impacts du changement climatique, ce qui se traduit par des avantages environnementaux, sociaux et économiques combinés.

**NOUS NOUS ENGAGEONS À**

Nous, gouvernements régionaux, nous engageons à exprimer et à partager nos points de vue et notre expérience au sein de la CCNUCC et de ses États membres pour garantir que les gouvernements régionaux soient reconnus comme des moteurs clés du développement durable et de l'action climatique, et habilités à élaborer des politiques efficaces, à mettre en œuvre et à atteindre des objectifs mondiaux durables,

Nous nous engageons à accélérer nos actions et la localisation des objectifs mondiaux en promouvant des solutions innovantes, y compris des actions intégrées dans les approches écosystémiques à tous les niveaux de gouvernement pour simultanément améliorer la préservation de la biodiversité et promouvoir l'adaptation et l'atténuation du changement climatique.

Nous nous engageons à permettre la coopération technique entre les gouvernements, le secteur privé, les institutions de recherche et d'apprentissage et la société civile, en cherchant à étendre les capacités territoriales autour de questions spécifiques qui soutiennent une reprise durable pour un avenir résilient, telles que l'économie circulaire, la gestion durable de l'eau, les liens ruraux et la sécurité alimentaire, entre autres.

Nous offrons notre expérience, nos connaissances et nos compétences pour mettre en œuvre une approche intégrée qui aborde les problèmes interconnectés de manière systémique et nous conduit vers un avenir plus durable et résilient.

Nous nous engageons dans les campagnes "Race to Zero" et "Race to Resilience" de la CCNUCC en tant que mécanismes efficaces pour présenter et rendre compte de nos progrès, pour aider les parties à respecter leurs engagements climatiques et à parvenir à un avenir résilient.